

## Extraits de l'interview de Nicolas Hulot à Ouest-France (édition du 16 juillet 2017)

(...)

**Justement, faire baisser la part du nucléaire à 50 % de la production énergétique en 2025. Est-ce réaliste ?**

Arriver à cet objectif en 2025 est un véritable défi, qui peut sembler insurmontable. Le sujet est tellement sensible que tout le monde l'a enfoui. On a déjà perdu des années précieuses. Je ne veux pas de mystification. Il va falloir définir des scénarios, réalistes et possibles sinon ce sera brutal. Mais je ne veux rien cacher.

**Cela passe vraiment par la fermeture de 17 réacteurs ?**

Soyons clairs, je n'ai pas dit qu'il fallait fermer 17 réacteurs. J'ai juste rappelé que, pour appliquer la loi, certains scénarios prévoient qu'on en ferme 17, voire plus. Or jusque-là, tout le monde a fermé les yeux là-dessus. Je m'étonne que l'on semble découvrir aujourd'hui ce que cela implique vraiment ! La loi était cohérente : on réduisait notre consommation, on élargissait le bouquet énergétique au renouvelable et, mécaniquement, on fermait un certain nombre de réacteurs, les plus anciens et les moins sûrs. Mais rien n'a été fait pour la mettre en œuvre. J'ai bien récupéré une loi mais aussi un manque de stratégie. Il faut mettre les choses à plat, pour ramener réellement la part du nucléaire à 50 %.

(...)

**La fermeture des centrales est aussi liée à l'ouverture de l'EPR de Flamanville qui multiplie les retards et les aléas financiers...**

On aurait écouté quelques lanceurs d'alerte il y a quelques années, on ne serait pas dans cette situation. EDF est une grande entreprise, mais il faut absolument qu'elle accélère son évolution, et qu'elle prenne en compte le fait que le modèle énergétique de demain sera beaucoup plus diversifié. Il faut avoir une foi absolue dans les énergies renouvelables.

**Mais quels leviers actionner pour développer rapidement le renouvelable ?**

Il y a notamment des leviers fiscaux. Il faut par exemple introduire des avantages compétitifs à l'économie décarbonée. Il faut aussi simplifier les procédures d'appels d'offres et raccourcir les temps de contentieux. Pour l'éolien en mer, entre l'appel d'offres et l'implantation, cela prend entre 12 et 15 ans. Au bout de tout ce temps, on pourrait installer un matériel encore plus performant. Je suis conscient que certains citoyens s'interrogent sur l'impact des énergies renouvelables. Mais on ne peut pas être contre tout, il y a une urgence réelle à avancer maintenant de façon constructive. On veut quoi ? Favoriser la diversité, produire sa propre énergie et la consommer, bénéficier à terme d'une énergie bon marché car le vent, le soleil, la chaleur de la terre sont gratuits. Il faut

s'affranchir des énergies fossiles qui sont des plaies pour la santé et des sources de conflits internationaux.

(...)

**La fin des moteurs thermiques (essence ou diesel) que vous prévoyez pour 2040, ça va emporter les citoyens ?**

Il le faut. L'Inde l'a prévu pour 2030. Des pays comme la Corée du Sud ne vont pas attendre cette date. Je ne veux pas qu'on soit en retard. Les industriels automobiles ont répondu chiche et Volvo annonce la fin de ce type de moteur pour 2019. Vous allez voir que la recherche va s'accélérer, que l'hydrogène peut faire des bonds technologiques, que l'on va trouver des nouveaux matériaux pour les batteries électriques... On est plus facilement génial quand il y a de la prévisibilité et de l'irréversibilité ; on est stupide quand on n'a pas d'horizon.

**À propos de transport, quid de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ?**

Tout le monde connaît mon opinion là-dessus. Je n'ai jamais été convaincu par l'utilité du projet. Maintenant, le dossier est dans les mains des médiateurs, pour vérifier que tous les scénarios ont été étudiés. La décision se fera de façon impartiale.

**On va y arriver un jour ?**

C'est devenu tellement passionnel... Très sincèrement, personne n'est malhonnête dans ce dossier mais tout le monde n'a pas la même grille de lecture. Je ne suis pas en conflit avec M. Retailleau, je respecte son point de vue, je le comprends, mais ne le partage pas. Je veux que le dialogue et la raison l'emportent, sans violence verbale et encore moins physique. Il y a des besoins avérés pour absorber le trafic mais on a été au plus facile, tout n'a pas été étudié. C'est l'héritage d'une décision prise il y a 30 ans. On s'est dit : « il y a des champs de libre, allez hop on bétonne tout ça ». Ce sont des logiques dépassées.

(...)

**Autre dossier épineux, le centre d'enfouissement des déchets nucléaires de Bure.**

Croyez-moi, des sujets complexes je n'en manque pas. Et je veux les prendre un par un. On a derrière nous des années de production nucléaire et donc de déchets radioactifs... Qu'est-ce qu'on fait ? On va les balancer dans la mer ou dans l'espace ? Ils ne vont pas disparaître comme par enchantement... Il va falloir les prendre en charge. Mon travail est de vérifier que leur stockage se fasse dans des conditions de sécurité absolue. Ensuite, cela doit nous pousser encore plus à réfléchir sur le nucléaire. Ce n'est pas ma conception d'une civilisation d'avoir des déchets que l'on délègue aux générations futures. Je ne veux pas me précipiter. On voudrait me faire prendre toutes les décisions en urgence, ce ne sera pas le cas. Je veux croiser toutes les informations avant de décider.

**Vous parliez de santé des citoyens, de nombreuses ONG ont vécu comme un échec le vote du texte sur les perturbateurs endocriniens à la Commission européenne. Pourquoi ce revirement de la France ?**

Certains ont dit qu'en votant ce texte, j'avais avalé ma première couleuvre. Non, j'assume ce choix. Le texte voté va permettre la définition de ces substances dangereuses pour la santé. Sous la pression de certains partenaires européens, la définition est aujourd'hui encore trop floue. Je le regrette. En revanche, j'ai obtenu 50 millions d'euros pour accélérer la recherche sur certains produits dont on craint qu'ils ne soient des perturbateurs endocriniens. D'autre part, nous avons obtenu d'élargir le champ d'investigation à d'autres domaines que sont les jouets ou les cosmétiques. Et surtout, si ce texte n'était pas voté, on retardait la possibilité de retirer du marché des substances dont la dangerosité est avérée. Enfin, la France pourra, seule, décider d'interdire des substances qui ne sont pas listées dans le texte européen, si nos propres agences nationales confirment leur dangerosité.

(...)

**Il faut aussi se retrouver, le 14 juillet, à côté de Donald Trump qui a envoyé aux orties l'accord de Paris sur le climat.**

J'ai un sentiment de colère froide vis-à-vis de cette décision. Je sais ce qu'elle implique pour ceux qui subissent les conséquences du changement climatique. Ce message qui leur est envoyé est un immense bras d'honneur. Je sais aussi que le cynisme des uns nourrit le fanatisme de demain. Une fois qu'on a dit ça, je partage avec Emmanuel Macron une réalité : si l'on ne discute qu'avec les gens avec lesquels on est d'accord, les choses n'avancent pas. J'étais un peu surpris au début que le Président l'invite. De façon un peu primaire, j'avais plutôt envie de l'écartier ; mais c'est beaucoup plus pertinent de le remettre dans le jeu.



**L'accord de Paris va vivre malgré tout ?**

Même si les États-Unis se sont retirés, il y a une dynamique irréversible qui est lancée. Les Chinois, eux, sont à fond. Ils ont même déjà dépassé leurs objectifs. Mais même aux États-Unis, de nombreux États, villes et entreprises continuent de mettre en place des plans de lutte contre les déchets, diminuent leur production de gaz à effet de serre... je suis confiant.

**Quel sera le rôle de la nouvelle conférence de Paris ?**

Elle aura lieu le 12 décembre après la Cop 23. Elle aura pour thème principal les financements et je souhaite qu'elle soit prioritairement tournée vers l'aide aux pays victimes du changement climatique. Nous devons honorer nos promesses. Il faut mettre en place des mécanismes efficaces et pallier la perte des aides financières qui ne viendront plus des États-Unis.

(...)